
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 10 au 16 octobre 2019

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Economie

A l'occasion de sa visite dans le cadre de l'article IV sur le Mexique, le Fonds Monétaire International estime la croissance du pays à 0,4% pour 2019 et de 1,3% pour 2020, en baisse de respectivement 0,5 et 0,4 point de pourcentage par rapport à la précédente estimation. Le FMI recommande notamment au Mexique d'augmenter ses recettes fiscales non-pétrolières et de réformer son régime fiscal. L'organisme mentionne par ailleurs le risque que représente la situation financière de PEMEX et souhaite que l'entreprise développe sa collaboration avec le secteur privé.

Le FMI attribue le ralentissement brutal de l'économie mexicaine à une grande incertitude politique intérieure, à la baisse des dépenses publiques et à des coûts d'emprunts élevés. Le directeur adjoint de la recherche économique a souligné l'impact du ralentissement de l'industrie automobile sur l'économie nationale. Secteur moteur pour la croissance du pays, celui-ci a subi les conséquences des tensions commerciales mondiales, des droits de douanes sur l'aluminium et l'acier et de la volatilité de la demande.

Moody's a abaissé ses prévisions de croissance pour 2019, de 0,5% à 0,2%. Moody's justifie cette baisse par la forte détérioration de l'activité productive au premier semestre conséquence de la faiblesse de la consommation et de l'investissement. Cependant, l'agence table sur une stabilisation de l'investissement en 2020, pariant sur un rebond du secteur privé.

Pour la première fois depuis juillet 2018, l'Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS) a enregistré en septembre une hausse à hauteur de 12% g.a. du nombre de travailleurs formels, représentant 145 000 personnes. Cette hausse est cependant due à la reprise significative du nombre d'emplois temporaires (+80% g.a.) tandis que le nombre d'emplois permanent a quant à lui diminué de 8,6% g.a.

En août 2019, l'activité industrielle s'est améliorée de 0,8 % par rapport à juillet. Cette amélioration relative (après -2,7 % en juillet) est due au rebond de l'activité minière (+5,2% g.m), de la construction (+2,3% g.m) et de la distribution d'électricité, d'eau et de gaz (+1,8% g.m). A l'inverse, l'activité manufacturière, principale composante de l'indice, a diminué de 0,4% (g.m.). La baisse de l'investissement privé explique en partie cette situation.

Après 26 ans à la tête du Syndicat des salariés du secteur pétrolier mexicain (STPRM), Carlos Romero Deschamps a présenté sa démission au comité exécutif général ce mercredi 16 octobre. Cette décision fait suite à l'annonce par la cellule de renseignements financiers (UIF) de l'existence d'une plainte contre le secrétaire général relative à des ressources financières d'origine potentiellement illicite. Le STPRM regroupe près de 100 000 travailleurs, 22 000 retraités et 10 000 intérimaires.

L'autorité mexicaine de la concurrence a annoncé lundi 14 octobre avoir engagé une action en justice contre certaines grandes banques pour de probables manipulations des prix sur le marché des obligations mexicaines. Selon une chronique de *El Financiero*, les banques seraient BBVA, Santander, Citibanamex, JP Morgan, Bank of America, Barclays et Deutsche Bank. La Commission fédérale de la concurrence économique (Cofece) pourrait imposer des amendes allant jusqu'à 10% du revenu annuel mexicain des banques si les faits sont avérés.

Les flux de capitaux étrangers sur le marché boursier mexicain se sont élevés à 258 M USD en septembre, soit le niveau le plus élevé depuis avril dernier selon la banque centrale.

Le vol de marchandises dans le transport routier a augmenté de 27% g.a. sur les huit premiers mois de l'année. L'Etat de Mexico est la région la plus touchée par ce fléau suivi de Puebla et du corridor Mexico-Veracruz.

Finances publiques

La Chambre des députés a approuvé mercredi 15 octobre un ensemble de réformes visant à criminaliser la fraude fiscale via l'utilisation/détention de fausses factures. Ces dispositions permettent d'appliquer la détention provisoire aux fraudeurs fiscaux à partir de 409 000 USD (8 M MXN). Le Conseil de Coordination Entrepreneurial (CCE), qui avait été consulté en ce sens, a réagi en accusant la Chambre de ne pas avoir pris en considération les préoccupations du monde des affaires indiquant que les consultations étaient des « simulations ». Le CCE reproche notamment le manque de précision sur les critères menant à l'accusation de fausses factures. Le Conseil réitère par ailleurs son soutien à la lutte contre l'illégalité et la fraude fiscale.

Entreprises et grands contrats

PEMEX a annoncé avoir conclu une opération financière de réduction de sa dette pour 5 Mds USD sur les marchés internationaux. Cette transaction historique – la plus importante opération de gestion de passif pour un émetteur mexicain – s'est composée de rachat de dettes libellées en dollars pour un montant de 12,6 Mds USD suivi d'un placement d'obligations à hauteur de 7,5 Mds USD pour rembourser la dette à court terme, résultant donc en une baisse de 5 Mds de leur passif. Pour cette opération, la demande totale des investisseurs a été évaluée à 50 Mds USD, soit la moitié de la dette de PEMEX.

Les sociétés privées Refmex et Caxxor Group - la branche opérationnelle du fonds d'investissement anglais National Standard Finance – devraient commencer la construction de la première raffinerie privée du pays mi-2020 pour un investissement prévu entre 800 M et 1 Md USD. Le groupe Caxxor financera le projet par l'intermédiaire d'investisseurs nationaux, tandis que Refmex est l'entreprise responsable du développement du projet et du plan de raffinage. L'installation est prévue pour une capacité de raffinage de 60 000 barils par jour pour produire de l'essence et du diesel, et pourrait être étendue à 110 000 barils. L'exploitation serait ensuite confiée à une entreprise états-unienne.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 16/10/2019
Bourse (IPC)	+2,4 %	-7,7 %	43 538 points
Taux de change USD/Peso	-1,9 %	+2,0 %	19,20 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-1,0 %	-2,1 %	21,26 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	-6,5 %	-35,7 %	47,37 USD

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268,2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Dans ses nouvelles Perspectives pour l'économie mondiale, le FMI anticipe une croissance de 2,7% en 2019 pour l'Amérique centrale et de 3,4% en 2020. Le Fonds estime toujours que le Panama sera l'économie la plus dynamique de la région mais a revu ses prévisions à la baisse pour 2019, de 5% à 4,3%. Suivent ensuite le Guatemala et le Honduras (+3,4%), le Salvador (+2,5%) et le Costa Rica (+2%). Le Nicaragua devrait quant à lui s'enfoncer dans une crise économique (-5%).

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

Selon la Banque Mondiale, la croissance économique de Costa Rica devrait atteindre 2% en 2019, 2,5% en 2020 et 3% en 2021.

Le déficit budgétaire cumulé jusqu'en septembre 2019, s'élève à 4,7% du PIB, soit une hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2018 (4,5%).

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

La croissance économique guatémaltèque a progressé de 3,5% (g.a.) au second trimestre, selon la Banque centrale. Cette croissance a été portée par le secteur de la construction (+9,3 % en g.a) et des exportations minières (+13% en g.a).

Le Guatemala et le Mexique annoncent un accord de « ciel ouvert » qui serait signé en janvier 2020. Selon le président entrant Giammattei, cet accord pourrait générer 1 million d’emplois dans les 10 prochaines années. Cet accord a pour but de réduire les coûts des billets d’avion entre les deux pays et de transformer le Guatemala en un centre logistique pour le commerce bilatéral.

Le Guatemala chute de 20 rangs dans l’Indice de Compétitivité Global, élaboré par le Forum Economique Mondial, par rapport au classement du début du mandat de Jimmy Morales (2016). Le pays se classe désormais au 98ème rang sur 141 pays. Le pays a obtenu des notes relativement faibles dans la capacité d’innovation, l’adoption des nouvelles technologies de l’information et de la communication, l’institutionnalisation, le marché du travail et les infrastructures.

Le ‘Grupo Energía de Bogotá’ prévoit de renforcer sa présence au Guatemala via sa filiale Trecca pour ainsi être présent sur plus de 70% du territoire guatémaltèque. L’entreprise colombienne envisage de construire plus de 850 km de lignes de transmission, 12 nouvelles sous-stations et d’en élargir 12 autres afin d’améliorer l’approvisionnement en électricité dans 15 des 22 départements du pays.

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

Taiwan prêtera 300 M USD au Honduras pour renforcer les infrastructures sanitaires et éducatives du pays. Le ministre des finances a par ailleurs déclaré que ces financements faisaient partie de la stratégie de financement du gouvernement, dans le cadre de la politique de soutenabilité de la dette publique. Le Honduras a par ailleurs signé un prêt de 54 M USD avec la BID pour la construction et l’équipement d’un hôpital.

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

La Banque Mondiale prévoit une contraction du PIB de 5% pour 2019 et de 0,5% pour 2020. Selon ses prévisions, la croissance repartira en 2021 à hauteur de 0,6% du PIB. Ces prévisions contrastent avec les annonces de Daniel Ortega, Président du Nicaragua, qui prévoit pour 2020 une croissance de 1% du PIB, et une croissance entre 4% et 5% pour les années suivantes.

La Banque Centraméricaine d’Intégration Economique (BCIE) prêtera 585 M USD au Nicaragua pour le financement de deux programmes d’infrastructures. Le premier consistera en l’amélioration et l’agrandissement des routes pour 333 M USD et sera exécuté par le ministère des transports. Le second sera un projet d’amélioration et d’amplification des systèmes d’eau potable et d’assainissements dans 7 villes mené par l’entreprise ENACAL pour 252 M USD.

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

Selon un rapport du contrôleur général de la république, en 2018, Panama a réexporté pour un montant total de 143 M USD, dont 51% vers les pays d’Amérique Centrale et des Caraïbes, 19% vers les pays de l’Union Européenne et 16% vers les pays d’Amérique du Sud. Les réexportations de produits alimentaires, boissons, boissons alcoolisées, vinaigre, tabac représentent 74% des réexportations totales.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

La Banque Mondiale réduit de 0,2 point de pourcentage sa projection de croissance de l’économie salvadorienne pour 2019 pour atteindre 2,4% du PIB. L’institution explique cette baisse par un contexte interne et externe plus complexe que prévu entraînant une croissance moins rapide des *remesas*, des dépenses publiques et des exportations.

La dette du Salvador dépasse la barre des 20 Mds USD en août 2019. La dette publique totale, d’un montant de 20,3 Mds USD, est la plus élevée de l’histoire du pays.

Le Budget prévisionnel 2020 prévoit 1,24 Md USD d'investissements publics. Ce montant supérieur de 23% au montant dédié en 2019, comprend 258 M USD d'investissements pour l'entretien des routes, 58 M USD pour la construction d'un croisement dénivelé et 19 M USD pour le développement d'un parc énergétique.

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Cuba

2017 – PIB : 85,7 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

Signature d'un accord de collaboration médicale entre Cuba et l'Éthiopie. La ministre de la santé éthiopienne et l'ambassadrice de Cuba en Éthiopie ont signé le 11 octobre 2019 un accord de collaboration médicale pour la fourniture de services médicaux. Il a pour objectif de renforcer les relations bilatérales et la coopération dans ce domaine, notamment en augmentant le nombre de professionnels de santé cubains exerçant en Éthiopie (23 actuellement). Dans un contexte difficile pour les exportations de services médicaux cubains - réduction du nombre de médecins cubains au Venezuela, fin du programme de collaboration avec le Brésil et discours de décrédibilisation par les États-Unis – l'île cherche de nouveaux partenaires pour maintenir sa première source de devises (6,4 Mds USD en 2018).

La 4G accessible à l'ensemble des utilisateurs du service internet sur téléphonie mobile. Après une période d'essai de quelques mois, la 4G est depuis le 9 octobre accessible à l'ensemble des 2,5 millions d'utilisateurs du service internet sur téléphonie mobile. Pour l'instant limité à 11 provinces, Etecsa, le monopole local, prévoit que l'ensemble du territoire cubain soit couvert par le réseau 4G dans les prochains mois.

Haïti

2018 – PIB : 9,5 Mds USD | Pop : 11,1 M hbts

L'inflation a encore accéléré en août, à +1,6 % vs. juillet, et une inflation à 19,5 % g.a. (vs. 19,1 % g.a. en juillet). La quasi-totalité des postes de consommation sont en augmentation, notamment les produits alimentaires (+22,5 % g.a.), l'habillement (+21,1 % g.a.) les meubles et articles ménagers (+20,5 % g.a.) et la santé (+27,8 % g.a.). L'inflation complice plus encore la situation de crise sociale que connaît le pays.

Jamaïque

2018 – PIB : 15,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

PAC Kingston Airport Limited, filiale de la société mexicaine Grupo Aeroportuario del Pacífico (GAP) a remporté le contrat pour la concession de l'aéroport international Norman Manley en Jamaïque. En octobre dernier, GAP a signé un accord de concession de 25 ans avec le gouvernement jamaïcain pour la privatisation de l'aéroport.

République dominicaine

2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

Le FMI a abaissé ses pronostics de croissance pour la République dominicaine, et prévoit désormais 5 % pour 2019.

Résultat des mesures accommodantes de la Banque centrale, les prêts bancaires au secteur privé ont crû de 10,7 % g.a. à juin 2019, atteignant 21 Mds USD sur le premier semestre.

L'affaiblissement de la conjoncture mondiale affecte la République dominicaine. À 13,7 Mds USD (+4,1 %) les exportations dominicaines ont ralenti significativement leur rythme de croissance sur les 8 premiers mois de l'année. L'augmentation des exportations a ainsi été divisée par deux par rapport à la même période en 2018. La décélération est principalement due à celle des zones franches. La croissance des importations a chuté, de 14 % entre janvier et août 2018 à 2 % sur la même période en 2019, atteignant 6,6 Mds USD.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.